

**BUREAU METROPOLITAIN DU
MARDI 7 JUIN 2022**

| NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 | | |
|---|-------------|---------|
| QUORUM : 9 | | |
| PRESENTS | REPRESENTES | ABSENTS |
| 10 | 0 | 6 |
| OBJET DE LA DECISION | | |
| N° 22/320 | | |
| 21SERV22 - PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE CURAGE DES OUVRAGES D'EAUX USEES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE - AUTORISATION DE SIGNATURE | | |

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Hubert FALCO, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Francis ROUX, Mme Nathalie BICAIS, M. Thierry ALBERTINI, M. Jean-Louis MASSON, M. Arnaud LATIL, M. Yannick CHENEVARD.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Christian SIMON, M. Gilles VINCENT, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Pierre COLIN.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/320

BUREAU DU 7 JUIN 2022

**O B J E T : 21SERV22 - PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE
CURAGE DES OUVRAGES D'EAUX USEES DE LA
METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE -
AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5, L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique,

VU le décret n° 2017/1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU le procès-verbal de la Commission d'Appel d'Offres en date du 20/04/2022,

CONSIDERANT que la présente consultation concerne des prestations d'entretien et de curage des réseaux d'eaux usées des territoires de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

CONSIDERANT que le marché a pour objet l'exécution des prestations se décomposant d'une part d'interventions dont la planification est programmée à l'avance (appelées dans le CCTP « interventions programmées ») et d'interventions ponctuelles non programmées préalablement d'autre part (appelées dans le CCTP « intervention ponctuelles »), ceci sur les communes dont le mode de gestion est la Régie (Six-Fours-les-Plages, Ollioules et La Garde), mais pourront également se dérouler sur les autres communes de la Métropole, ainsi que sur les zones portuaires,

CONSIDERANT qu'une consultation sous forme d'appel d'offres a été lancée en date du 29/12/2021, avec une remise des offres fixée au 04/02/2022,

CONSIDERANT que la publicité réglementaire a été publiée auprès du BOAMP, du JOUE et sur la plateforme de dématérialisation,

CONSIDERANT que 14 dossiers ont été retirés,

CONSIDERANT que 4 plis ont été déposés dans les délais,

CONSIDERANT que suite à la commission d'appel d'offres les membres de la commission décident de classer n°1 l'offre de l'entreprise SUD EST ASSAINISSEMENT DU VAR (SEAV) sise à Nice (06200),

CONSIDERANT que l'entreprise présentait les garanties et capacités techniques, professionnelles et financières suffisantes,

CONSIDERANT que l'entreprise ne sera attributaire du marché qu'après avoir fourni l'ensemble des pièces fiscales et sociales demandées,

CONSIDERANT qu'à défaut de production de ces pièces dans les délais impartis, le marché ne pourra pas lui être attribué,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

DE CONSTATER la recevabilité de la candidature de l'entreprise SUD EST ASSAINISSEMENT DU VAR (SEAV).

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer l'accord-cadre avec l'entreprise SUD EST ASSAINISSEMENT DU VAR (SEAV) pour un montant estimatif de 17 938,40 € HT, étant précisé que pour la période initiale :

Minimum : 5 000 € HT / Maximum : 50 000 € HT

ARTICLE 4

DE DIRE que l'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an, conclu à compter de la date de notification du contrat. L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est fixée à 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est de 4 ans.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Annexe 10 – N° Opération budgétaire : 23834 – Section Fonctionnement – Imputation budgétaire : article 61523.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 7 juin 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre

| | |
|------------|----|
| POUR | 10 |
| CONTRE | 0 |
| ABSTENTION | 0 |



